

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

0,50 F.

MERCREDI 25 MAI 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX 1,00 F.

## EDITORIAL

### LA JOURNEE DU 24 MAI SERA-T-ELLE SANS LENDEMAIN?

La journée du 24 mai a été - aussi bien en France qu'aux Antilles - un succès. Des centaines de milliers de travailleurs ont voulu dire ainsi leur opposition au plan Barre et aux menaces qui pèsent sur leurs conditions de vie. Ils ont voulu condamner la politique du gouvernement Giscard-Barre génératrice de chômage et de baisse du pouvoir d'achat des masses laborieuses.

Le succès de cette journée montre s'il en était encore besoin, que les travailleurs sont mécontents et qu'ils sont prêts à s'engager dans une bataille de plus grande envergure pour obliger Barre et les patrons à ranger leurs plans dans les tiroirs. Les travailleurs sont prêts à engager une lutte réelle, une offensive véritable pour exiger qu'il soit mis fin au chômage massif qui règne, pour contraindre les patrons à prendre sur leurs profits et non sur les salaires des travailleurs pour payer leur crise.

Car maintenant c'est là que réside le problème essentiel. Cette journée sera-t-elle un simple feu de paille vite éteint ? Ou bien sera-ce le début d'une action prolongée s'attaquant vraiment aux intérêts des patrons pour donner de véritables solutions aux problèmes graves qui se posent aux travailleurs ?

Les travailleurs ont répondu à l'appel des centrales syndicales, celles-ci n'ont aucune raison de différer le développement de la lutte d'une façon déterminée. Il faut aller de l'avant. Il faut prendre l'offensive.

Dès maintenant, il est possible de dresser un programme d'action qui mette en avant les principales revendications intéressant l'ensemble de la classe ouvrière.

En réponse au chômage, il faut opposer la répartition du travail entre tous et l'interdiction des heures supplémentaires. Contre les licenciements, le contrôle des travailleurs sur l'embauche et les licenciements doit s'exercer.

Sur la question des salaires, la CGTG a mis en avant dans son programme la revendication d'un minimum de 2100 F. Il faut y ajouter la nécessité d'une revalorisation périodique et fréquente en fonction de toutes les hausses de prix  
(Suite page 2)

## MARTINIQUE

### REINTEGREZ GROS-DUBOIS !

Depuis maintenant trois semaines, Gros-Dubois, postier martiniquais, mène une grève de la faim, afin d'obtenir sa réintégration à son poste, d'où il avait été injustement licencié, cela fait maintenant six ans.

En effet, à l'issue d'un vol qui avait été commis dans le service dans lequel il était de garde en 1971, l'administration des PTT décidait de licencier Gros-Dubois. On le soupçonnait d'avoir commis ce vol et c'est pour cela qu'on l'a mis à la porte.

Traîné devant les tribunaux par l'administration, il fut déclaré à deux reprises innocent par la justice. Malgré ce fait, l'administration n'a pas jugé bon de le réintégrer.

Cette attitude des dirigeants de l'administration coloniale ici est scandaleuse. Sur un soupçon, un simple soupçon, voilà que l'on prive un homme de son gagne-pain, qu'on le chasse, que l'on n'hésite pas à atteindre son équilibre affectif.

Voilà comme est l'administration : im-

pitoyable avec les faibles, avec les pauvres, ceux qui n'ont ni protection, ni appuis, mais ô combien compréhensive avec les riches, avec les forts, avec les puissants du jour.

La responsabilité de l'administration ne doit pas nous faire oublier cependant la passivité des syndicats des PTT. Ceux-ci n'ont rien fait lorsqu'on a licencié Gros-Dubois. Ils ont couvert par leur attitude l'administration coloniale. Ils ont permis à celle-ci de sanctionner sans faire aucune riposte.

Il a fallu que Gros-Dubois risque sa santé pour que l'on s'émeuve. Maintenant ce n'est plus l'heure de parler mais d'agir. Il faut que des rangs des travailleurs, les voix s'élèvent de plus en plus nombreuses pour exiger et obtenir la réintégration du postier.

Il faut que les travailleurs se mobilisent pour que satisfaction soit donnée

(Suite page 2)

Le 24 mai

### en Guadeloupe: UN SUCCES !

La grève du 24 mai, déclenchée en Guadeloupe à l'appel des syndicats CGTG, FO, CFDT et FEN, a été largement suivie, et cela dans tous les secteurs. C'est ainsi qu'au Hall des Sports, on notait la présence de travailleurs du bâtiment, des banques, de la sécurité sociale, de la SPDEG, du secteur hospitalier, du commerce etc... ainsi que de nombreux enseignants.

Après les différentes interventions des dirigeants syndicaux, c'est un cortège plus imposant que celui du 1er mai, soit plus de 1500 personnes, qui quitta le Hall des Sports pour manifester dans les rues de Pointe-à-Pitre, en criant des slogans hostiles à la politique d'austérité menée par le gouvernement français.

Le réel succès de cette journée d'action montre que le mécontentement des travailleurs dans tous les secteurs est grand, comme le prouvent à l'envi les diverses luttes menées par les travailleurs depuis plusieurs semaines.

\*\*\*\*\*

## GUADELOUPE

LE SAMEDI 28 MAI A LA

SALLE DES MARINS DU BAS DU PORT

### GALA DE COMBAT OUVRIER

A partir de 19 H 30 avec :

- ANZALA (Gro-Ka)
  - CURTIS et son groupe (danse moderne)
  - PAL-FRET (Jazz)
  - ROQUELAURE (Guitare Jazz-Bossa Nova)
  - NATACHA ET JACQUES (Danse Jazz)
  - DUVERGER (Conteur)
- et de minuit à l'aube, bal avec :
- LES RAPACES

RECLAMEZ DES AUJOURD'HUI VOS CARTES  
AUPRES DE NOS VENDEURS ET DIFFUSEURS.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR  
Commission Paritaire : N° 51728  
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR  
B. P. 214 P.A.P.  
B. P. 386 F.D.F.  
Régie du Journal : Pointe-à-Pitre 74  
supplément au mensuel

suite

(échelle mobile des salaires).

Pour tout cela, il faut que l'action s'engage, mais qu'elle soit menée par tous les travailleurs. La journée du 24 mai montre que les travailleurs acceptent fort bien de se battre tous ensemble.

Et il n'est pas dit qu'ils ne voudront pas, par un tel mouvement, obliger les patrons et l'état à réviser complètement la situation actuelle.

Mais les grandes organisations ouvrières sont-elles décidées à s'engager dans une telle voie?

Les travailleurs attendent d'elles une réponse. Ou alors eux-ci devront agir tout seuls pour faire triompher leurs luttes.

guadeloupe

Quand le sgeg mobilise contre la grève

Le SGEQ, syndicat général des enseignants guadeloupéens, a appelé à ne pas participer à la grève du 24 mai.

La raison principale invoquée par ce syndicat est que "cette grève rentre dans le cadre d'une stratégie politique, celle de l'Union de la Gauche contre le plan Giscard-Barre et ne concernait pas le peuple guadeloupéen. Il s'agit donc pour ce syndicat de "cesser de compter sur la lutte des autres" comme des "cocagneurs". Il faut, dit-il, poser les vrais problèmes guadeloupéens" et dénoncer "cette journée de vacances".

Ce genre d'arguments ne peut étonner ceux qui connaissent la tendance politique du SGEQ, syndicat proche de l'UTA, de l'UGTG, dirigés par les ex-militants du GONG, c'est à dire une tendance purement nationaliste. Et pour les nationalistes les problèmes réels des travailleurs comptent peu. Que des milliers de travailleurs guadeloupéens en aient assez de la hausse des prix, des bas salaires, des impôts, du chômage, cela est sans importance pour eux. Seuls comptent, importent les problèmes "guadeloupéens".

Mais, que sont les problèmes guadeloupéens si ce ne sont pas ceux des ouvriers guadeloupéens? Seraient-ce ceux des petits-bourgeois ou des bourgeois guadeloupéens?

Et pourquoi cette grève décidée par les grandes centrales françaises ne pourrait elle pas aussi correspondre à la volonté de lutte des ouvriers aux Antilles?

Certes, il est vrai que les grandes directions syndicales françaises font avec la politique de l'Union de la Gauche, néfaste aux travailleurs guadeloupéens, mais elle n'en n'est pas moins néfaste pour les travailleurs français.

Le SGEQ dans son tract intitulé "pensons guadeloupéen, pour la Guadeloupe", ajoute: "une pareille grève en Guadeloupe mérite réflexion" Autrement dit pour les travailleurs français, la stratégie de l'Union de la Gauche serait à la rigueur valable mais non pour les travailleurs guadeloupéens.

Une pareille analyse est bien digne de petits bourgeois nationalistes, qui, sous un langage radical, prennent délibérément une attitude anti-ouvrière et de diviseurs.

le 22 mai à Trinité

Le lundi 23 mai a eu lieu au lycée de Trinité une manifestation de commémoration du 22 mai 1848. On peut dire qu'il n'y a pratiquement pas eu cours ce jour-là. Dès 8h, plus d'une centaine de lycéens se rassemblèrent sous le préau et chantèrent des airs tirés du folklore des Antilles.

A 11h30, il y eut un discours d'Armand Nicolas, dirigeant du PCM, sur le 22 mai.

A noter que cette journée eut lieu contre la volonté de l'administration.

ACHETEZ LISEZ  
COMBAT OUVRIER

fête du P.P.M.

Les 21 et 22 mai, le PPM organisait sa troisième fête au parc floral, sous le signe de la commémoration de l'abolition de l'esclavage en Martinique, arrachée par les esclaves eux-mêmes le 22 mai 1848. Cette fête fut l'occasion d'un véritable rassemblement populaire de milliers de personnes, jeunes, travailleurs, femmes, s'étant déplacés pour y participer.

Le PPM a voulu donner un caractère résolument nationaliste à cette manifestation: les stands, les panneaux politiques, les activités culturelles, la musique, le débat organisé le samedi soir, tout était centré sur le thème de la nation martiniquaise. Mais cet aspect nationaliste recouvre en grande partie les préoccupations électorales du PPM, dans la perspective des prochaines élections législatives.

22 mai 1848

les esclaves se libèrent par leur lutte

Le 27 avril 1848, un décret pris par le gouvernement français - gouvernement issu des événements révolutionnaires de février 1848 à Paris - proclamait l'abolition de l'esclavage.

Mais lorsque ce décret arrivera, fin mai 1848, aux Antilles, les esclaves auront déjà arraché leur liberté.

En effet dès que les esclaves apprendront en fin Mars qu'il y a eu une révolution en France, l'ébullition qui couvait depuis deux ou trois mois parmi les opprimés va se transformer en véritable explosion sociale.

Et dès avril, de véritables manifestations vont se dérouler en Martinique. Manifestation qui se transformeront ensuite en une insurrection anti-esclavagiste.

Si bien qu'au cours des mois d'avril et mai, des esclaves, armés de piques et de baïonnettes parcoururent les rues des villes et des campagnes, forçant ceux qui symbolisent le pouvoir à prendre position pour la nouvelle république et pour l'émancipation des esclaves.

Des esclaves prisonniers sont libérés par leurs frères en armes, des maisons de maîtres sont brûlées. C'est la révolte. L'insurrection va se développer au cours du mois de mai. Les forces de répression sont complètement débordées. Toute l'île se soulève. Les incendies ravagent certaines communes comme le Prêcheur.

Le gouverneur est obligé de traiter avec les esclaves révoltés. Mais ceux-ci n'entendent qu'une chose: être libres définitivement.

Le 22 mai, le gouverneur de la Martinique, sans attendre les décisions de Paris, est obligé devant la menace de voir ses anciens maîtres perdre la vie et leurs biens, de prendre un décret abolissant l'esclavage.

Mais les événements de la Martinique auront une résonance en Guadeloupe également. Lorsque la population apprendra qu'aux esclaves se sont révoltés en Martinique, aussitôt elle se soulèvera. Et c'est devant une énorme manifestation anti-esclavagiste se déroulant sur la place de la victoire à Pointe à Pitre, qu'effrayé par l'ampleur de la mobilisation, les autorités coloniales prendront la décision d'abolir eux aussi l'esclavage.

Quelques heures plus tard, le décret arraché par Schoelcher au ministre de la marine Arago allait arriver.

Mais, le fait est que les esclaves n'avaient pas attendu leur libération de ce qui pouvait être décidé à Paris. Même si c'était par un gouvernement qui semblait plus décidé et plus apte à agir en faveur des esclaves.

C'est là une des leçons importantes des événements de mai 1848. Les opprimés des Antilles n'ont attendu leur libération de France mais ce sont libérés eux-mêmes par leur propre lutte.

Et pour les opprimés d'aujourd'hui - soumis à l'esclavage capitaliste et à l'oppression coloniale, c'est une expérience historique dont leurs luttes doivent s'inspirer.

REINTEGREZ GROS DUBOIS (suite de la page 1)

à l'un d'entre eux. Il faut que les organisations syndicales soutiennent dans les faits et non en paroles Gros Dubois.

Il faut faire reculer une administration qui n'a que mépris pour ses subordonnés et contraint un homme à risquer sa vie pour avoir un emploi.

Soutenons Gros Dubois! Exigeons sa réintégration.

AVIS AUX LECTEURS

En raison des fêtes de la Pentecôte, Combat Ouvrier ne paraîtra pas le samedi 28 mai.